

# *Evaluation de l'Efficacité des Dispositifs Institutionnels de Régulation des Antivaleurs En Milieu Scolaire dans la cité de Lodja / Province du Sankuru*

Michael DJONGALOKO LOHODO<sup>1</sup>, Mathieu NTAMBWE KAPUKANA<sup>2</sup>, Fabien ELONGE OTSHUDI<sup>2</sup>, Richard MUSOMO AMUNDALA<sup>3</sup>

<sup>1.</sup> Institut Supérieur d'Etudes Agronomiques de Lodja ;

<sup>2.</sup> Université de Lodja.

<sup>3.</sup> Université de Kinshasa

Auteur correspondant : Michael DJONGALOKO LOHODO, [alidorkuitabi77@gmail.com](mailto:alidorkuitabi77@gmail.com)



**Résumé :** La présente étude porte sur l'évaluation de l'efficacité des dispositifs institutionnels de régulation des antivaleurs en milieu scolaire dans la sous-division Lodja 1, en République Démocratique du Congo. Face à la montée des comportements déviants tels que la corruption scolaire, la fraude, l'indiscipline et la violence, les autorités éducatives ont mis en place divers mécanismes de régulation. Cependant, leur efficacité reste peu documentée.

L'étude s'appuie sur une approche méthodologique mixte combinant enquête par questionnaire, observation et analyse documentaire. L'échantillon est constitué de 35 écoles sélectionnées parmi 86, avec une population de 1224 enquêtés comprenant élèves, enseignants, responsables scolaires et membres des comités de parents.

Les résultats montrent que malgré l'existence de dispositifs institutionnels (règlements scolaires, inspections, comités disciplinaires), leur efficacité demeure limitée. Environ 73 % des enquêtés estiment que les antivaleurs persistent, en raison notamment du manque de suivi, de la faiblesse des sanctions et de la complicité de certains acteurs.

L'étude conclut à la nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle, d'impliquer davantage les parents et de promouvoir une éducation aux valeurs.

**Mots-clés:** Antivaleurs, Régulation institutionnelle, Milieu scolaire, Efficacité, Corruption scolaire, Fraude, Indiscipline, Violence scolaire, Dispositifs institutionnels, Éducation aux valeurs, Gouvernance scolaire, Sous-division Lodja 1, République Démocratique du Congo, Comités disciplinaires, Comportements déviants

**Abstract:** This study evaluates the effectiveness of institutional mechanisms used to regulate anti-values in schools within the Lodja 1 subdivision in the Democratic Republic of Congo. With the rise of deviant behaviors such as academic corruption, cheating, indiscipline, and violence, educational authorities have implemented various regulatory measures. However, their effectiveness remains insufficiently documented.

The study adopts a mixed-method approach combining questionnaires, observation, and document analysis. The sample consists of 35 schools selected from 86, involving 1224 respondents including students, teachers, school administrators, and parents' committee members.

Results indicate that despite the existence of institutional mechanisms (school regulations, inspections, disciplinary committees), their effectiveness remains limited. About 73% of respondents believe that anti-values persist due to weak enforcement, lack of monitoring, and involvement of some stakeholders.

The study recommends strengthening control mechanisms, increasing parental involvement, and promoting value-based education.

**Keywords:** Anti-values, Institutional regulation, School environment, Effectiveness, School corruption, Fraud, Indiscipline, School violence, Institutional mechanisms, Values education, School governance, Lodja 1 sub-division, Democratic Republic of Congo, Disciplinary committees, Deviant behaviors.

## 1. INTRODUCTION

Le système éducatif constitue un pilier fondamental du développement social et économique. Toutefois, dans plusieurs pays en développement, notamment en République Démocratique du Congo, il est confronté à la montée des antivaleurs en milieu scolaire.

Les antivaleurs telles que la corruption, la tricherie, le favoritisme, la violence et l'indiscipline compromettent la qualité de l'enseignement et la crédibilité du système éducatif. Dans les écoles de la sous-division Lodja 1, ces pratiques sont de plus en plus dénoncées.

Selon [1], l'éducation est un levier essentiel pour la promotion des valeurs civiques, morale, et citoyennes.

En République Démocratique du Congo (RDC), l'école est investie d'une mission fondamentale : former une jeunesse responsable, compétente et moralement intégrée dans la société.

Cependant, depuis plusieurs décennies, l'espace scolaire congolaise est confrontée à une recrudescence des Antivaleurs notamment : corruption scolaire, fraude aux examens, Harcèlement, violence, tribalisme, Absentéisme, détournement de frais scolaire, vandalisme scolaire, monnayage de points, favoritisme éthique ou familiale, manque d'éthique professionnelle, discrimination, tribalisme, stigmatisation, falsification de résultats, l'incivisme etc., .

Ces pratiques compromettent gravement la qualité de l'éducation et perd la crédibilité des institutions scolaire.

A cet effet, le Ministère de l'éducation Nationale et Nouvelle citoyenneté (EDU-NC) [2]

a mis en place plusieurs dispositifs institutionnels de régulation, entre autre :

- Règlement intérieur,
- comité disciplinaire,
- code de bonne conduite,
- cellule de dénonciation,
- inspections pédagogiques
- conseils de discipline
- comités de parents

Toutefois, la question centrale demeure : ces dispositifs sont-ils réellement efficaces ?

Dans la province du Sankuru, particulièrement dans la cité de Loja qui notre champ d'application, les réalités socio-économiques, l'enclavement géographique et la fragilité administrative rendent cette question encore plus cruciale. Cette étude se justifie donc par :

- ✓ La persistance des Antivaleurs en milieu scolaire congolaise,
- ✓ L'absence d'évaluation scientifique approfondie dans la province du Sankuru,
- ✓ La nécessité d'orienter les politiques éducatives vers des mécanismes réellement performants.

En ce terme, l'efficacité d'un dispositif se mesure [3] en termes de ses capacités à atteindre les objectifs qui lui sont assignés. Dans le cadre de cette étude, il s'agit de réduire significativement les comportements déviants et de promouvoir un climat éthique au sein des établissements scolaires.

De ce qui précède, plusieurs études africaines indiquent [4] et [5] que les dispositifs réglementaires existent souvent formellement, mais hélas souffrent d'un déficit d'application.

Dans la province du Sankuru en générale et en particulier dans la cité de Lodja, nous constatons toutefois malgré l'existence de textes normatifs, de code de bonne conduite, des structure administratives commises à l'exécution et au contrôle de ces dispositifs réglementaires, la persistance de comportement incivique et des pratiques déviantes. Notamment l'indiscipline chronique, le détournement de frais scolaire, le Tribalisme dans le milieu professionnel, le Favoritisme pour n'est cité que ceux-là.

C'est ce qui entrave le bon fonctionnement des institutions scolaires. Et, cela nous a motivé à mener une étude évaluative afin d'examiner l'efficacité de ces dispositifs en milieu scolaire en terme de résultats mesurable. Ainsi, cette étude propose d'identifier les antivaleurs dominantes dans le milieu scolaire, d'évaluer les dispositifs existants, de mesurer leur efficacité en terme de rendement visible.

## 2. MATÉRIELS ET MÉTHODES

### 2.1. Milieu d'étude

L'étude a été réalisée dans la cité de Lodja situé dans la province du Sankuru en République Démocratique du Congo. La région est caractérisée par un climat tropical humide avec deux saisons principales : une saison des pluies et une saison sèche. Les principales activités économiques des populations sont l'agriculture, l'élevage traditionnel et le commerce.

### 2.2. Type d'étude

Il s'agit d'une étude évaluative et descriptive basée sur une enquête réalisée auprès des élèves, enseignants, responsables d'établissements et membres des comités de parents.

### 2.3. Population et échantillon

La présente étude a été réalisée dans la sous-division Lodja 1, qui compte 86 écoles de régime de gestion confondues.

Dans le cadre de cette recherche, nous avons retenu un échantillon de 35 écoles, sélectionnées selon une méthode d'échantillonnage raisonné, en tenant compte de leur accessibilité et de leur représentativité (écoles publiques, privées et conventionnées).

La population d'étude est constituée de 1220 enquêtés, répartis comme suit :

Tableau N°1 : Taille de l'échantillon des enquêtés

N°	Categories d'acteurs	Nombre par école	Nombre Total
	1. Elèves	20	680
	2. Enseignants	10	340
	3. Administratifs	3	102
	4. Représentant de parents	3	102
	Total general	35	1224

Nous avons dans ce tableau reparti nos enquêtés selon les catégories d'acteurs. Dont nous avons, un quota de 20 élèves par école soit 680, 10 Enseignants soit 340, 3 membres de la direction soit 102 et 3 représentant de parents par chaque école soit 102. En définitive, notre étude est constituée de 1224 acteurs constituant ainsi l'échantillon d'étude de notre étude

### 2.4. Collecte des données

Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire structuré administré directement aux Elèves, Enseignants, Responsables administratifs et les représentants de parents. Les informations recueillies concernaient :

#### ➤ les caractéristiques socio- professionnel de nos enquêtés

- sexe;
- Age;
- Ancienneté dans la fonction
- Niveau instruction ;
- Profession.

➤ **Connaissance sur :**

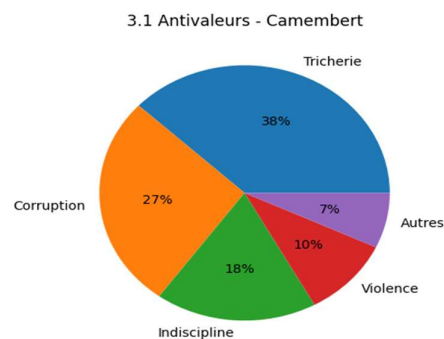
- Les antivaleurs les plus fréquentes à l'établissement scolaire
- Les dispositifs institutionnels existants,
- L'efficacité des dispositifs,
- Facteurs limitant l'efficacité,
- Les sanctions ou mesures prises par l'école,
- Stratégie utilisée pour la régulation,
- La politique de lutte contre les antivaleurs,
- Collaboration école-parent,
- Difficultés rencontrées pour la régulation,
- Solution envisagées.

### 2.5. Analyse statistique

Les données collectées ont été analysées à l'aide des statistiques descriptives telles que les fréquences, les pourcentages et les moyennes. Les résultats ont été présentés sous forme de tableaux, de cercles et de graphiques afin de faciliter leur interprétation.

## 3. RESULTATS

### 3.1. Répartition des antivaleurs observées



**Figure 1 : Types d'antivaleurs en milieu scolaire**

Tricherie : 38 %

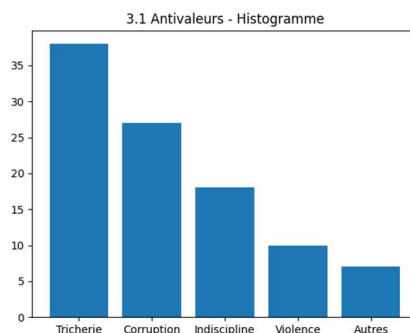
Corruption scolaire : 27 %

Indiscipline : 18 %

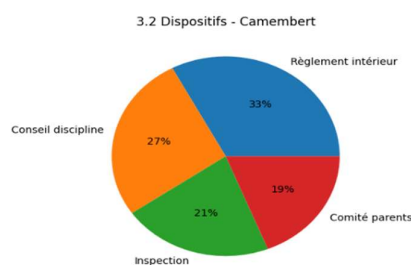
Violence : 10 %

Autres : 7 %

Ce graphique met en évidence la prédominance de la tricherie et de la corruption dans le milieu scolaire. Cela traduit une fragilisation des normes éthiques au sein des établissements scolaires. Comme nous pouvons aussi le confirmer dans l'histogramme



### 3.2. Existence des dispositifs institutionnels



**Figure 2 : Existence des dispositifs de régulation**

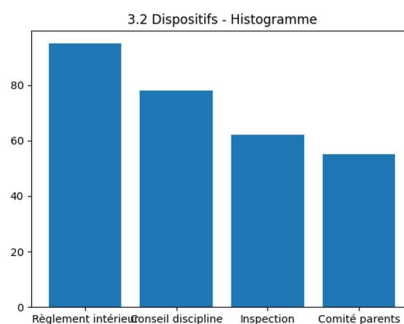
Règlement intérieur : 95 %

Conseil de discipline : 78 %

Inspection scolaire : 62 %

Comité des parents : 55 %

D'après les analyses la majorité d'écoles dispose de mécanismes formels de régulation. Mais toutefois, leur simple existence ne garantit pas leur efficacité.



**Commentaire :** Les écoles disposent globalement de dispositifs formels, mais leur présence ne suffit pas à assurer leur efficacité.

### 3.3. Niveau d'efficacité des dispositifs



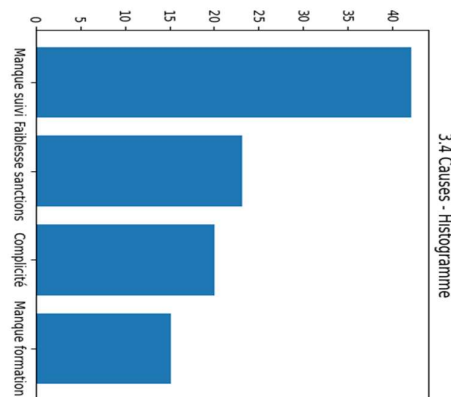
**Figure 3 : Appréciation de l'efficacité de dispositifs**

Dispositifs efficaces : 32 %

Dispositifs peu efficaces : 68 %

D'après les analyses, une large majorité des enquêtés estime que les dispositifs sont peu efficaces, ce qui traduit un décalage entre les politiques éducatives et leur application sur le terrain.

### 3.4. Causes de l'inefficacité des dispositifs



**Figure 4 : Facteurs limitant l'efficacité de dispositif**

**Commentaire :** Le manque de suivi apparaît comme la principale cause, révélant une faiblesse dans la gouvernance scolaire.

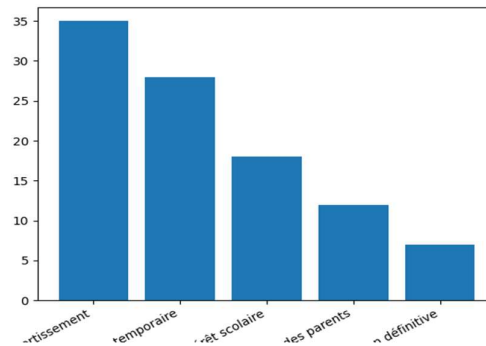
Manque de suivi et contrôle : 42 %

Faiblesse des sanctions : 23 %

Complicité des acteurs : 20 %

Manque de formation : 15 %.

### 3.5 Sanction ou mesure prises par l'école



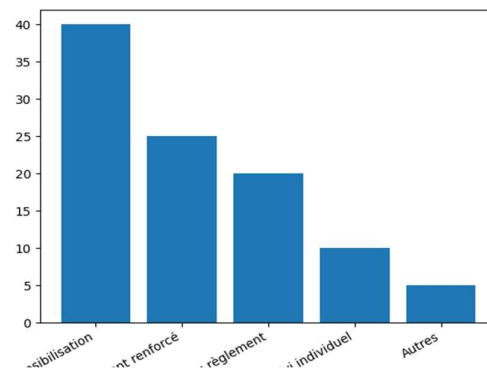
**Figure 5 : mesure prises par l'école pour corriger le comportement déviant**

Cette figure présente les données relatives aux sanctions disciplinaires ou mesures prises par l'école pour lutter contre les antivaieurs. Les données de cette histogramme montrent que les sanctions les appliquées sont les avertissements et les exclusions temporaires. Cela indique une tendance des établissements en privilégier des mesures correctives plutôt que répressives.

Toutefois, la faible proportion d'exclusion définitives suggères une certaine tolérance ou une volonté de maintenir les élèves dans les établissements scolaires même en cas de comportement jugé civique et déviant.

En définitive, nous remarquons ici les sanctions dominantes sont les avertissements et exclusions temporaires. Cela prouve l'insuffisance d'une approche corrective plutôt que répressive. Cependant, la faible exclusion définitive peut limiter l'effet dissuasif de dispositifs.

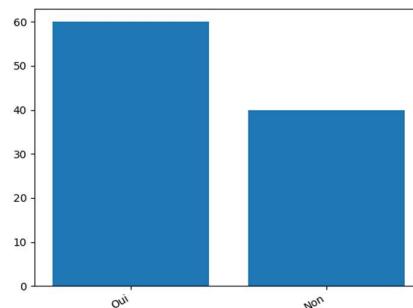
### 3.6 Figure 6 : Stratégie pour la régulation



**Figure 6 : Stratégie de régulation des antivaieurs :**

Cette figure présente les données relatives aux stratégies de régulation des antivaieurs en milieu scolaire, d'après les réponses de nos enquêtés, la sensibilisation des élèves paraît être la stratégie la plus dominante, car elle occupe 40% sur l'ensemble de réponse fournies par nos enquêtés. Vient en deuxième position l'encadrement pédagogique avec 25% contre l'application stricte de règlement qui occupe 20%, par contre le suivi occupe 10% et autre 5%. Cependant, les stratégies dominantes traduisant une approche préventives dans la gestion des antivaieurs. La stratégie individualisée reste peu développée, c'est ce qui peut limiter l'efficacité des actions auprès des élèves les plus à risque.

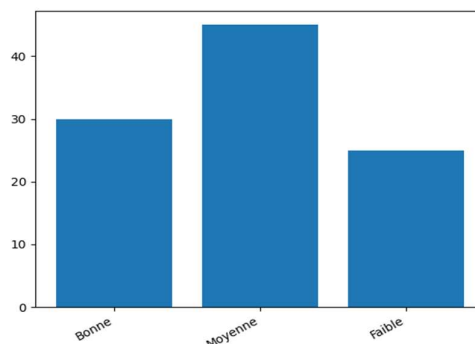
### 3.7 Politique de lutte contre ces antivaleurs



**Figure 7 : Mode de gestion pour lutter contre les antivaleurs**

La Figure 7 nous présente les données relatives à la politique de lutte contre les antivaleurs, ces données montrent en 60% l'existence d'une politique informelle car, une majorité d'école dispose d'une politique formelle de lutte contre les antivaleurs, mais une part importante des écoles sont sans politique soit 40% d'école. Cette proportion importante d'école sans politique formelle révèle un manque d'harmonisation dans la gestion des comportements déviants, ce qui peut affecter l'efficacité globale du système éducatif.

### 3.8 Collaboration entre école-Parents



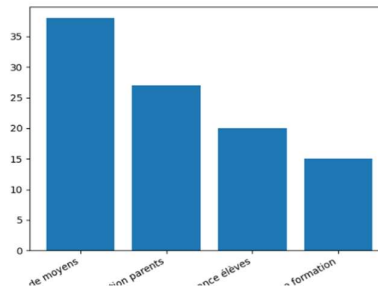
**Figure 8 : Effet de Collaboration entre école et Famille**

Les analyses montrent que : La collaboration est majoritairement moyenne soit 45%. Cela montre un partenariat insuffisamment structuré, pourtant essentiel pour la discipline. La bonne collaboration est à 30% contre la collaboration moyenne qui occupe 45% et la faible collaboration qui occupe 25%.

La collaboration entre l'école et les parents est jugée majoritairement moyenne. Cela montre que le partenariat école-famille est insuffisamment structuré. Or, une collaboration efficace est essentiellement importante pour renforcer la discipline et promouvoir les valeurs positives tant attendue chez nos enfants.

### 3.9 Figure 9 : Difficultés rencontrées

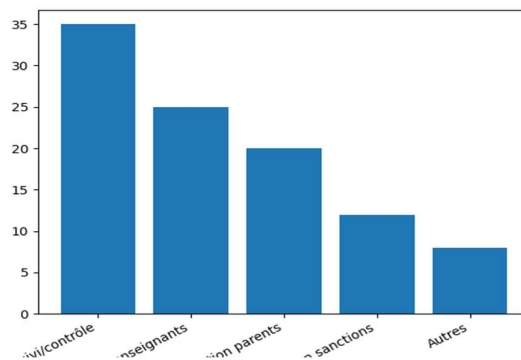
S'agissant de difficultés rencontrées dans la régularisation des antivaleurs, les résultats de nos enquêtes montrent que parmi les difficultés le manque de moyen occupe 38%, suivi de non implication des parents d'élèves 27%, résistance des élèves 20% et manque de formation de personnels 15%. Ces résultats sont présentés dans le graphique ci-dessous :



**Figure 9 : Difficultés rencontrées pour la régulation des antivalleurs**

D'après les analyses, le manque de moyen, suivi de la faible implication de parents constituent les principales contraintes de la régulation des antivalleurs en milieu scolaire.

### 3.10 : Solution envisagées



**Figure 10 : Proposition de Solution**

Les solutions proposées mettent l'accent sur le renforcement du contrôle et la formation des acteurs éducatifs. Cela nous confirme que l'amélioration de l'efficacité des dispositifs passe par une meilleure gouvernance scolaire et une implication accrue de tous les acteurs les partenaires du système éducatif.

## 4. DISCUSSION DES RÉSULTATS

Les résultats de cette étude mettent en évidence une inefficacité relative des dispositifs institutionnels de régulation des antivalleurs dans la sous-division Lodja 1.

Cette situation peut être analysée à la lumière de plusieurs approches théoriques et études antérieures.

D'une part, selon la théorie de la gouvernance éducative, l'efficacité des dispositifs dépend non seulement de leur existence, mais surtout de leur mise en œuvre effective et du niveau de responsabilisation des acteurs. Les résultats obtenus confirment cette approche, car bien que 95 % des écoles disposent d'un règlement intérieur, seuls 32 % des enquêtés jugent ces dispositifs efficaces.

D'autre part, les travaux de [5] montrent que dans plusieurs systèmes éducatifs africains, les antivalleurs persistent en raison de la faiblesse des mécanismes de contrôle et du manque de transparence. Nos résultats corroborent cette observation, notamment avec 42 % des enquêtés qui pointent le manque de suivi comme principal problème.

Par ailleurs, selon [6], le climat scolaire et l'implication des parties prenantes (enseignants, parents, élèves) jouent un rôle déterminant dans la régulation des comportements déviants. Dans cette étude, la faible implication des comités de parents (55 %) constitue un facteur limitant l'efficacité des dispositifs.

En outre, les résultats relatifs à la complicité des acteurs (20 %) rejoignent les analyses de plusieurs chercheurs africains qui soulignent que la corruption scolaire est souvent systémique et implique différents niveaux de responsabilité.

Enfin, la faiblesse des sanctions (23 %) démontre que les dispositifs disciplinaires manquent de caractère dissuasif, ce qui favorise la persistance des antivaleurs.

Ainsi, cette étude met en évidence un paradoxe :

Les dispositifs existent, mais leur efficacité est compromise par des faiblesses structurelles et humaines.

## CONCLUSION

La présente étude avait pour objectif d'évaluer l'efficacité des dispositifs institutionnels de régulation des antivaleurs en milieu scolaire dans la sous-division Lodja 1.

Les résultats obtenus révèlent que, malgré l'existence de plusieurs mécanismes formels tels que les règlements scolaires, les conseils de discipline et les inspections, leur efficacité reste globalement limitée.

La persistance des antivaleurs telles que la tricherie, la corruption et l'indiscipline témoigne d'une crise profonde de gouvernance et d'éthique au sein du système éducatif local.

Les principales causes identifiées sont :

- le manque de suivi et de contrôle
- la faiblesse des sanctions disciplinaires
- la complicité de certains acteurs
- le déficit de formation en éthique professionnelle

Ces insuffisances traduisent une déconnexion entre les politiques éducatives et leur application effective sur le terrain.

Face à cette situation, il apparaît nécessaire de repenser les stratégies de régulation en adoptant une approche plus intégrée et participative.

## Recommandations majeures :

- Renforcer les mécanismes de contrôle et d'inspection,
- Rendre les sanctions plus dissuasives et équitables,
- Promouvoir une culture d'intégrité dans les écoles,
- Impliquer activement les parents et la communauté ;
- Intégrer l'éducation aux valeurs dans les programmes scolaires.

## REFERENCES

- [1]. UNESCO. (2015). Education for All 2000–2015: Achievements and Challenges. Paris : UNESCO Publishing.
- [2]. Drucker, P. F. (2004). The Effective Executive. New York : Harper Business.
- [3]. Tardif, M. (2012). L'éthique professionnelle dans l'enseignement. Montréal : Presses Universitaires du Québec.
- [4]. Durkheim, É. (1922). Éducation et sociologie. Paris : Félix Alcan.
- [5]. UNESCO. (2022). Rapport mondial de suivi sur l'éducation : inclusion et qualité de l'éducation. Paris : UNESCO.
- [6]. UNICEF. (2023). La protection de l'enfant et le climat scolaire en Afrique subsaharienne. New York : UNICEF.